

Les Nouvelles du Mardi 16 décembre 2014



Au sommaire cette semaine :

- **Plan d'action égalité filles/garçons : Tout ça pour ça !**
- **L'éducation prioritaire : des choix sans clarté ni moyens !**
- **Les belges ont raison !**
- **Le marché lucratif du soutien scolaire fait saliver les compagnies d'assurance**

• **Plan d'action égalité filles/garçons : Tout ça pour ça !**

Pour faire passer la pilule de l'abandon des ABCD de l'égalité, nous étions promis, à grands renforts d'interventions médiatiques, un ambitieux « plan d'action pour l'égalité filles/garçons à l'école ». Après des mois d'attente, pendant lesquels n'en doutons pas, le Ministère de l'Education Nationale a œuvré avec sérieux et détermination à son élaboration, il nous est enfin dévoilé, en particulier à travers un site internet dédié. Et c'est peu dire que la montagne accouche d'une souris...

Les annonces sur la formation laissent clairement présager que cette question passera à la trappe. Pour la formation continue, ce sont d'abord les IEN et les IA-IPR qui seront formés aux questions de l'égalité filles/garçons pour sensément former ensuite les personnels. Nous le redisons : dans un contexte d'austérité où les moyens de formation et le temps des animations pédagogiques sont restreints, bien peu d'enseignant-e-s auront accès à des formations sur ces thèmes. Pour la formation initiale, les modules annoncés existent déjà dans les ESPE, et l'autonomie de chacune rend très variable la prise en compte de ces thématiques. [...]

La fameuse « mallette pédagogique » devait également être un outil magique. Que voit-on dans cet onglet du site dédié ? Une vidéo de 6mn nous permettant d'écouter la bonne parole de Mme Robine, qui présente les inégalités filles/garçons comme un « handicap démocratique » mais aussi comme un « handicap économique » (d'ailleurs les partenariats présentés ne concernent que le monde de l'entreprise !). Pour le gouvernement le grand scandale du sexisme n'est donc pas dans les rapports de domination qu'il induit, pas dans l'oppression étouffant épanouissement et émancipation des un-e-s et des autres...non, il est dans le « handicap économique » qu'il engendrerait. Triste signe, un de plus, de l'allégeance de ce gouvernement aux prérogatives du libéralisme, et de son absence de considération pour un projet de société émancipateur. Par ailleurs, cette mallette n'a bien de pédagogique que le nom : les pistes pédagogiques sont purement et simplement indigentes. Quelques lignes pour chaque chapitre de programme, aucun document, aucune séquence-type, aucune biblio ou sitographie... [Lire en entier sur sudeducation79.org](http://www.sudeducation79.org)

• **L'éducation prioritaire : des choix sans clarté ni moyens !**

Personnels et parents contestent la carte de l'éducation prioritaire : amplifions la mobilisation « La refondation de l'éducation prioritaire est avant tout pédagogique ». On connaît la chanson, ce ne serait pas une question quantitative mais qualitative.

Le nombre de réseaux d'éducation prioritaire ne change pas : une fois de plus, on ne part pas des besoins, mais d'une enveloppe bloquée. De nouveaux établissements et de nouvelles écoles entrent dans le dispositif, et il était temps de leur reconnaître ce besoin, mais quid de ceux qui sortent ? Pour beaucoup, c'est l'incompréhension. Dans un contexte d'accroissement des inégalités, ce sont encore les plus fragiles qui trinquent. Les quelques moyens qui permettaient de maintenir les équipes à peu près à flot vont disparaître et fragiliser le travail mis en place depuis des années auprès des élèves de ces zones en grande difficulté sociale, dans les quartiers et les zones rurales.

Dans les établissements qui sortent de l'éducation prioritaire, que vont devenir les effectifs par classe ou les DHG (dotation horaire globale annuelle) dans des structures souvent fragiles qui quitteront l'éducation prioritaire ? Quid de la dégradation des conditions de travail et d'étude dans ces écoles et établissements ? [Lire la suite sur sudeducation.org](http://www.sudeducation.org)

• **Les belges ont raison !**

Le 15 décembre trois centrales syndicales [ont appelé] à une grève générale nationale contre la politique d'austérité du nouveau gouvernement de droite : gel des salaires, réforme des pensions...

Cet appel fait suite à une manifestation nationale le 6 novembre dernier et à des semaines de mobilisations sous forme de grèves tournantes régionales. Les syndicats veulent peser sur un nouvel accord interprofessionnel avec le patronat belge.

Les syndicats belges sont aujourd'hui en mesure d'organiser une riposte nationale massive et déterminée. La Belgique est, comme l'Italie et la France, sous pression pour réaliser des réformes de structures, en fait pour défaire le droit du travail et la protection sociale. Alors, pourquoi pas nous ?

Hollande, Valls, Macron, une politique de récession

L'imposture du discours économique de ce gouvernement, comme de celui de ses homologues européens, sur le soi disant « coût du travail trop élevé », « les rigidités du marché du travail », et « les dépenses publiques excessives », vise en fait à faire payer à la collectivité les largesses accordées au patronat et ne cachent pas l'absence de volonté de s'attaquer à la fraude et à l'évasion fiscales des riches et des grandes entreprises multinationales.

Des milliards de dividendes versés aux actionnaires, des milliards évaporés dans les paradis fiscaux, et on voudrait nous faire payer la facture des déficits et de la dette ad vitam aeternam !!!

Agir ensemble et de façon déterminée en France aussi

Des mobilisations dans la Santé, le commerce, dans l'industrie, dans la fonction publique existent. Des mouvements sociaux sur le logement, le chômage et la précarité, les enjeux écologiques, s'organisent aussi. Toute lutte est un acte de résistance utile contre les attaques gouvernementales et patronales.

Dans plusieurs régions des intersyndicales affirment leur détermination à défendre pied à pied les droits sociaux et l'emploi.

Les centrales syndicales doivent mettre toute leur énergie à répondre aux attentes des salarié-es, relayées par les militants et militantes de terrain.

Il est temps de construire une offensive nationale pour donner un coup d'arrêt à une politique favorable au patronat et destructrice d'emplois.

Il est temps d'imposer d'autres choix dont les priorités sont la répartition des richesses, la justice fiscale, l'augmentation des salaires, un régime d'indemnisation chômage de haut niveau, la réduction du temps de travail et la défense des services publics.

Il est temps d'exiger une démocratie sociale réelle où chacun et chacune participe aux grands choix sociaux, économiques et écologiques, dans les entreprises, dans les services publics et dans les quartiers, pour en finir avec un capitalisme prédateur qui fait le lit de l'extrême droite et des idées réactionnaires nauséabondes. [A lire sur Solidaires.org](#)

- **Le marché lucratif du soutien scolaire fait saliver les compagnies d'assurance**

Comment en un seul coup créer un marché, dénigrer ouvertement l'Education nationale, supprimer la formation continue (toujours au profit de ce marché), pomper les recettes fiscales au profit des classes les plus aisées et d'entreprises privées. Le tout en entretenant un discours faussement progressiste qui tente bien difficilement de nous prendre pour des bacs de douche.

Comment croire deux secondes (et si vous nous donnez deux neurones) à une « complémentarité » [EN-Compagnie d'assurance], à la démocratisation du soutien scolaire. Le tout avec un discours méritocratique qui fait fureur dans des salles des profs en pleine régression (sociale) et chez certains syndicats aussi... Une complémentaire éducation pour pallier l'incurie de l'Education nationale.

[Source](#) - « De nombreuses familles expriment le besoin d'avoir recours à des services éducatifs en complément de l'école, que ce soit pour pallier les lacunes d'un enfant ou que ce soit pour compléter sa formation dans une démarche de recherche d'excellence. Elles montrent ainsi leur investissement dans le suivi scolaire des élèves et sont généralement en recherche d'une prise en charge individualisée pour leurs enfants. Notre proposition est de permettre aux familles qui souhaitent faire bénéficier leurs enfants d'un soutien scolaire d'être aidées : nous voulons démocratiser le soutien scolaire, **par un mécanisme de solidarité**. Il pourra s'agir de pérenniser le dispositif fiscal actuel (**une famille peut réduire 50 % des dépenses de soutien scolaire de son impôt sur le revenu**) mais en le stabilisant, parce que c'est peu dire qu'il a été maltraité ces dernières années. Pour les familles les plus défavorisées, les collectivités locales pourront prendre en charge 100 % du coût des cours de soutien. On peut imaginer également que les entreprises pourront offrir des cours aux enfants de leurs salariés, en négociant des prix attractifs avec les spécialistes du soutien scolaire. »

« Il est dommage d'organiser des polémiques sur la nature juridique des prestataires (savoir si celui qui fournit le service est public ou privé) alors que ce qui importe, c'est le résultat du service fourni (que les enfants réussissent) et son accès garanti à tous, par la solidarité nationale. »

Bien voyons... une étrange définition de la solidarité nationale ... [A lire sur le Mammouth déchaîné.](#)